



DIRECTEUR DROIT DES SOCIÉTÉS

Domaine d'activité

Métiers juridiques

Famille de métiers

Fiscal et droit des sociétés

Autres appellations du métier

Directeur en droit des affaires,
directeur juridique

Nomenclature PCS

372e - Juristes

Nomenclature ROME

19109 - Responsable juridique

► Mission

Le Directeur en droit des sociétés a la responsabilité du pôle « droit des sociétés » du cabinet, communément appelé pôle juridique. A cet égard, il encadre et supervise le travail des Juristes en droit des sociétés et des Assistants Juridiques. Véritable référent technique en droit des sociétés auprès de ses collaborateurs et clients, il pilote la réalisation des missions juridiques courantes et exceptionnelles et prend en charge le traitement des dossiers les plus complexes. Il participe également au développement du pôle juridique en pilotant la croissance de l'activité et en adaptant l'offre de services aux besoins du marché.

► Activités

Définition de la stratégie et développement du pôle juridique

- Participe, en collaboration avec les Experts-comptables dirigeants, à la définition du budget de son pôle
- Etablit, conjointement avec la direction, les honoraires des services proposés au sein de son pôle (préparation des Assemblées Générales (AG), prestations de conseil juridico-commercial, prise en charge des formalités juridiques dans le cadre d'une fusion, etc.)
- Définit les évolutions stratégiques de l'offre de services de son pôle selon les besoins du marché, les demandes des clients et la stratégie adoptée par le cabinet
- Contribue au développement du portefeuille de clients en valorisant l'offre de services de son pôle et du cabinet auprès des prospects
- Assure le suivi, l'analyse et le reporting des indicateurs clés d'activité de son pôle : revenus générés par les prestations courantes, par les prestations de conseil juridico-commercial, nombre de nouveaux clients accompagnés dans l'année, etc.
- Effectue un travail de veille juridique sur les évolutions réglementaires et législatives en droit des sociétés, ainsi que sur l'actualité du contexte économique et sectoriel des entreprises de son portefeuille

Supervision technique des activités du pôle juridique

- Pilote la réalisation des missions juridiques courantes (préparation des AG) et exceptionnelles (opérations sur le capital d'une société, transfert de siège social, rédaction de pactes d'associés et de baux commerciaux, etc.) exécutées par les Juristes en droit des sociétés
- Prend en charge la résolution des dossiers les plus complexes (rédaction des statuts de filiales d'une multinationale, de contrats de franchise, opérations de fusion-acquisition, etc.)
- Conseille les clients dans la résolution de leurs problématiques juridico-commerciales et les accompagne dans leur stratégie et développement
- Assure un rôle de référent technique auprès de l'ensemble de son équipe et des collaborateurs du cabinet (en particulier auprès des Collaborateurs comptables, Experts-comptables et Juristes fiscalistes)
- Anime des sessions de formations sur l'actualité juridico-commerciale auprès de ses collaborateurs (modalités de la tenue des AG à distanciel, mise à jour du statut d'auto-entrepreneur, etc.)
- Réalise des notes, synthèses et analyses règlementaires sur des thématiques en droit des sociétés et sur l'actualité économique à destination de ses collaborateurs et des clients

Management de l'équipe du pôle droit des sociétés

- Encadre et supervise le travail des membres de son pôle (Juriste en droit des sociétés, Assistant Juridique)
- Définit les procédures de travail (process de vérification de la conformité des comptes-rendus des AG...)
- Met en œuvre les modes de management d'équipe adaptées aux enjeux de développement et à la dynamique collective de son pôle
- Etablit et évalue les objectifs des collaborateurs sous sa responsabilité
- Arbitre les décisions de ressources humaines liées à son pôle d'activité : recrutement, rupture, etc., participe aux entretiens et à la décision finale
- Identifie, lors des entretiens annuels, les besoins en formation des collaborateurs et propose des plans de développement individuels (formation sur les baux commerciaux pour les Juristes en droit des sociétés, formation au logiciel PoylActe pour les Juristes en droit des sociétés et pour les Assistants juridiques, etc.)



Directeur droit des sociétés

► Compétences

Légende

1 Niveau de base 2 Niveau avancé 3 Niveau confirmé 4 Niveau expert

Macro-compétences spécifiques

Macro-compétence	Niveau attendu sur la macro-compétence et compétence associée	Exemple d'application
Réglementations spécifiques au domaine de spécialité	4 Anticiper les tendances réglementaires, faire évoluer les offres et process de travail en fonction	Proposer un accompagnement au montage d'un dossier de perception des aides du plan de relance
Collecte des informations nécessaires à la production d'une mission	4 Concevoir de nouvelles méthodes de collecte, classification et analyse des informations collectées	Etablir les procédures de transmission des informations en vue de la préparation des AG
Process et méthodologies de travail spécifiques au domaine de spécialité	4 Intégrer les évolutions règlementaires, économiques et technologiques pour créer et diffuser de nouveaux process et modes de travail	Accompagner les Juristes en droit des sociétés dans l'utilisation des outils de génération automatique d'actes
Production de livrables répondant à une problématique client	4 Coordonner et évaluer la production de livrables d'une variété de dossiers en s'appropriant les analyses restituées au client	Piloter les missions juridiques courantes et présenter les points d'attention des dossiers
Sécurité des échanges de données avec l'externe	2 Sensibiliser ses interlocuteurs au respect des obligations en matière de sécurité des données	Lors de la collecte d'informations visant à rédiger un pacte d'associés, rappeler les obligations de RGPD

Macro-compétences transverses

Pilotage de missions	4 Coordonner plusieurs projets stratégiques et développer les relais de gestion de projet	Gérer à la fois la supervision des missions juridiques courantes et le développement commercial du pôle
Posture conseil	4 Co-piloter avec le client une vision de la finalité du projet et anticiper les risques et opportunités de la relation client	Accompagner un client dans la gestion de la redistribution des dividendes lors d'une fusion
Sens commercial	4 Piloter la stratégie commerciale, anticiper l'évolution des besoins clients, construire des partenariats commerciaux	Structurer les partenariats nécessaires à l'atteinte des objectifs de développement du pôle
Communication écrite et orale	4 Décrypter la dynamique collective d'un groupe de travail et adapter son mode d'animation	Adapter le degré de précision des types de baux commerciaux selon l'auditoire (Juristes en droit des sociétés, EC, etc.)
Management d'une équipe interne et/ou externe	4 Identifier les forces et axes d'amélioration de l'équipe, anticiper et gérer les problématiques collectives	Gérer la répartition des dossiers selon les spécialités et l'expérience des membres de l'équipe
Organisation et planification du travail	4 Anticiper sa charge de travail sur le long cours afin de s'impliquer sur des projets transverses	Tenir compte des temps consacrés à l'ingénierie de formation dans l'organisation du temps de travail
Confidentialité et déontologie	4 Garantir une organisation du travail respectant la confidentialité et les règles déontologiques à l'échelle du cabinet	Définir avec les EC dirigeants les règles déontologiques que doivent suivre les collaborateurs du cabinet
Pilotage de la performance d'une organisation	4 Refondre un modèle d'affaires selon les évolutions de marché : offres de services et leviers organisationnels	Réorienter l'offre du pôle en intégrant les évolutions du contexte entrepreneurial



Directeur droit des sociétés

Variabilité du métier

Selon la taille du cabinet

- Dans les cabinets de petite taille, le Directeur en droit des sociétés participe aux missions dites de production, également effectuées par les Juristes en droit des sociétés : rédaction de contrats, de pactes d'associés, préparation des AG, etc.
- Dans les cabinets de plus grande taille, les activités du Directeur en droit des sociétés sont davantage dédiées aux missions de management, de gestion de projet et de développement commercial de son pôle.

Selon les spécialités du cabinet

Selon l'organisation et l'offre de services juridiques déployée au sein du cabinet, le Directeur en droit des sociétés peut :

- Piloter des équipes d'experts de taille réduite et superviser uniquement le travail des Juristes en droit des sociétés (et non celui des Assistants Juridiques)
- Se spécialiser dans un champ spécifique en droit des sociétés : fusions et acquisitions, dissolutions et liquidations, fiscalité et droit des affaires (selon sa formation et expérience), etc.

Selon l'expérience du professionnel

- Hausse de la participation à la définition de la stratégie globale du cabinet, à mesure que l'expérience s'accroît
- Avec l'expérience, possibilités d'encadrement d'une équipe plus étoffée ou de plusieurs équipes et, par conséquent, augmentation des activités managériales et de pilotage

Conditions d'exercice

- *Relations professionnelles internes* : Juriste en droit des sociétés, Assistant Juridique, Expert-comptable dirigeant, Collaborateur comptable, Directeur en droit fiscal, Juriste fiscaliste, Directeur en droit social
- *Relations professionnelles externes* : Dirigeants clients, Avocats, Notaires
- *Télétravail* : possible pour la quasi-totalité des activités (selon l'accès aux outils métiers, aux documents et systèmes clients), mais la présence régulière au sein du cabinet peut être nécessaire pour assurer le lien managérial. Présence nécessaire pour certains événements clés des clients (AG...).

Prérequis pour l'exercice du métier

Formation initiale

Bac+5 minimum en droit des sociétés :

- Master 2 en droit des sociétés, droit des affaires, éventuellement en droit privé général, DJCE (Diplôme de Juriste Conseil d'Entreprise), etc. à l'université
- Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA)

Profil recommandé pour le personnel expérimenté s'orientant vers ce métier

- Juriste en droit des sociétés expérimenté ayant exercé en cabinet d'expert-comptable, en cabinet d'avocat ou au sein d'une direction juridique d'entreprise
- Avocat expérimenté, spécialisé en droit des sociétés, ayant exercé en cabinet d'avocat
- Directeur en droit des sociétés ayant exercé dans un autre cabinet d'expert-comptable ou en cabinet d'avocat
- Une expérience en management peut être exigée

Formations prioritaires en cours de carrière

- Actualités en droit des sociétés
- Formations spécifiques pour le renforcement d'expertises dans le champ du droit des sociétés (opérations de fusions, rédaction de baux commerciaux, etc.)
- Formations en management, en gestion de projet et en développement commercial
- Utilisation approfondie des logiciels métiers en droit des sociétés (fonctionnement, paramétrages...)

Tendances d'évolution du métier

- Elévation du niveau d'expertise et de connaissances spécifiques exigé pour la gestion d'opérations complexes (gestion des fusions et acquisitions, rédaction des statuts de filiales d'un groupe, etc.)
- Approfondissement de la posture conseil et des qualités commerciales, développement des prestations en conseil juridique
- Renforcement des compétences informatiques du fait de l'utilisation croissante de logiciels métiers (dématérialisation du dépôt des pièces, génération automatique d'actes, etc.)

Perspectives professionnelles

- Pour les Directeurs titulaires du CAPA : Associés au sein d'une Société Pluriprofessionnelle d'Exercice (SPE), Avocats (spécialisés en droit des sociétés) ou Directeurs en droit des sociétés au sein d'un cabinet d'avocat
- Directeurs en droit des sociétés au sein d'une direction juridique d'entreprise